

# JOURNAL DE S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

**ADMINISTRATION. — REDACTION.**  
Tout ce qui concerne l'administration du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux, H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; K. F. BOUTKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

**PRIX DES ANNONCES À S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG**  
ANGLAISES ET AFFICHES . . . . . 10 cop. la ligne.  
RECLAMES . . . . . 25  
FAITS DIVERS . . . . . 75

**S'adresser à S<sup>T</sup>-Pétersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, n. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LAEGHELIN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; K. F. BOUTKIEWITZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de publicité russe, Chaussée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, DAVIES et C<sup>o</sup>, 1, Cecil street, Strand, W.C.; à Berlin, RUD. MOSE, Grosse Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.**

**PRIX D'ABONNEMENT À S<sup>T</sup>-PÉTERSBOURG.**

	En mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
Russie (SAINT-PÉTERSBOURG)	2 r.	5 r. 50	10 r.	18 r.
Belgique, Suisse, Hollande, Italie	2 50	6 75	12 25	22
Etats de l'Union, Allemagne	2 50	7 12	13 25	24
France, Danemark, Angleterre et Roumanie	3	8 50	14	27
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte	3 25	9 25	16	30
Etats-Unis d'Amérique	3 75	10 50	19	36

**PRIX DU NUMÉRO:** en ville 40 cop.; d'une demi-feuille 6 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

**CONDITIONS D'ABONNEMENT.**  
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1<sup>er</sup> JANVIER.  
Les abonnements datent du 1<sup>er</sup> de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.  
**Abonnements pour S<sup>T</sup>-Pétersbourg:** au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.  
**Abonnements pour l'Intérieur:** adresser les lettres et l'argent au bureau du Journal de S<sup>T</sup>-Pétersbourg, Maximilianovsky péroukoff, n° 15 et à Moscou, chez GAUTIER, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au-dessus.  
**Abonnements pour l'étranger:** adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de S<sup>T</sup>-Pétersbourg.

## PARTIE OFFICIELLE.

**SAINT-PÉTERSBOURG, 15 janvier.**

**ARMÉE DE TERRE. Promotion au grade de général-major et admission à la retraite pour cause de maladie, avec pension et droit de porter l'uniforme, le colonel du génie cadastre Stéphane, directeur de la chancellerie cadastrale. (Ordre du jour imp. du 13 janvier).**

**MINISTÈRE DES DOMAINES. Promotion en récompense de services distingués, au rang de conseiller d'Etat actuel, le conseiller d'Etat en disponibilité au ministère Hirov.**

**Nomination à l'emploi de directeur de l'Institut agronomique de S<sup>T</sup>-Pétersbourg, dont il exerçait les fonctions, le conseiller d'Etat actuel Simiavski (du 1<sup>er</sup> janvier). (Ordre du jour imp. des 1<sup>er</sup> et 6 janvier).**

### Banque de l'Etat.

I. Désirant offrir aux possesseurs des certificats provisoires, émis par la Banque de l'Etat pour l'emprunt consolidé des chemins de fer russes de 1872, la faculté de les échanger contre les obligations mêmes, la Banque de l'Etat invite les possesseurs des certificats susmentionnés à déclarer dans le courant de deux semaines à dater du présent avis le total de la somme en livres sterling pour laquelle ils présenteront à la Banque des certificats provisoires pour être échangés et la valeur des titres qu'ils désirent obtenir, vu que les obligations seront émises en coupures de 50, 100, 500 et 1,000 liv. st.

A la réception de ces renseignements et après en avoir informé la maison de Rothschild et frères à Londres la Banque procédera à l'échange de ces titres; l'époque de cette opération sera publiée dans les journaux en temps utile. Les obligations seront délivrées, sinon entièrement du moins autant que possible en conformité avec les valeurs désignées dans les déclarations. Ces déclarations ne seront acceptées que jusqu'au 31 janvier.

Quant aux certificats pour lesquels on n'aura pas fait de déclaration en temps utile, la Banque de l'Etat ne procédera pas à leur échange et les possesseurs seront tenus de les envoyer à cet effet à Londres.

II. Dans les cas où les propriétaires des titres à intérêt déposés comme gage laissent passer le terme fixé pour leur rachat, la Banque de l'Etat prend toutes les mesures pour les vendre dans les conditions les plus avantageuses pour les propriétaires de ces dépôts. A la suite de ces ventes des reliquats assez considérables se sont accumulés et depuis 1860 ces sommes pour une grande part n'ont pas été réclamées par les dépositaires.

En conséquence la Banque de l'Etat a l'honneur de les prior de présenter les copies des titres de dépôt délivrés par la Banque pour recevoir les reliquats susmentionnés. Cet argent sera délivré tous les jours, de 10 heures à 3 heures de l'après-midi.

## PARTIE NON OFFICIELLE.

L'université de Moscou a célébré le 12 janvier la 118<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. Les anciens étudiants de l'université ont décidé à cette occasion d'envoyer un télégramme de félicitations à S. A. I. M<sup>te</sup> le grand-duc Césarévitch pour le rétablissement de sa précieuse santé. En réponse à ce télégramme, M. le gouverneur général de Moscou, prince Dolgoroukov, a reçu du Saint-Altesse Impériale la dépêche suivante:

« Veuillez transmettre aux étudiants de l'université de Moscou ma cordiale gratitude pour les félicitations qu'ils m'ont adressées le jour de la fête universitaire. Je souhaite de tout mon cœur à l'université de Moscou de prospérer pour la gloire du Souverain et pour le bien de la patrie. »

La célébration de l'anniversaire a commencé par un service divin à la chapelle de l'université, après quoi le professeur Tikhonravov a prononcé un discours qui a été suivi par la lecture d'un rapport annuel sur l'état de l'université. Il résulte de ce rapport qu'à la fin de l'année 1871 l'université de Moscou avait un personnel enseignant et administratif composé de 139 personnes, non compris dix surnuméraires, six professeurs n'appartenant pas à la corporation académique, et neuf agrégés. Le nombre des étudiants montait à 1,353. Ce nombre se répartissait comme suit d'après les facultés: histoire et philologie 97, mathématiques et physique 136, droit 588, médecine 532.

— Le Messenger officiel publie le télégramme suivant:

« Orel, 13 janvier. — Par suite du dégel persistant, la crue de l'Oka a emporté les deux ponts de la ville. Hier on traversait la rivière en bateau, mais ce mode de communication a dû être interrompu pour la nuit et les deux parties de la ville, de chaque côté du fleuve, se sont trouvées séparées l'une de l'autre ainsi que de la gare du chemin de fer. On a pris immédiatement les mesures nécessaires pour rétablir les communications et assurer l'expédition des correspondances. »

— M. le conseiller privé prince Obolensky, maître de la cour et directeur des archives principales de Moscou, est décédé le 12 janvier dans cette capitale.

## NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Ainsi que nous l'avons déjà dit hier, la commission des Trente a eu le 22 une séance assez animée, à la suite de laquelle elle a pris une première décision définitive. Elle a adopté l'art. 1<sup>er</sup> du projet de la commission, avec l'amendement du duc Decazes. Cet article porte que le président de la république communiquera avec l'Assemblée par voie de messages, mais qu'il pourra prendre la parole dans la dis-

cussion des lois après en avoir informé la Chambre également par un message.

Considérée en elle-même, cette clause ne contient rien à quoi M. Thiers n'ait consenti d'avance, mais, s'il faut en croire le Temps, M. Decazes et ses amis se proposeraient de ne pas concéder le même droit au président de la république sur le chapitre des interpellations. Ils auraient l'intention, dit cette feuille, de demander qu'on stipulât à ce sujet des dispositions très-restrictives, qui pourraient amener un conflit entre M. Thiers et la droite. La feuille parisienne déclare qu'elle est loin de vouloir désirer un pareil conflit, mais qu'il est impossible de ne pas l'appréhender en voyant combien la commission des Trente agit avec peu de prudence lorsqu'elle veut imposer au président de la république des conditions qui l'obligent peut-être à prendre sa retraite. On comprendrait l'attitude de la commission, ajoute le Temps, si elle tenait en réserve un gouvernement pour le cas où M. Thiers ne voudrait pas subir ses conditions.

Le télégraphe nous a appris depuis que l'on était sur le point de trouver un *modus vivendi*, acceptable également pour M. Thiers et pour la commission. Il est toujours permis de croire qu'il finira par s'entendre.

Pour ce qui est des séances de l'Assemblée Nationale, celles du 22 et du 23 ont été consacrées à la troisième lecture, l'une, du projet de loi sur le travail des enfants, l'autre du projet sur la répression de l'ivrognerie.

On ne lira pas sans intérêt le compte-rendu que nous publions plus loin des explications données par M. Thiers à la commission des pétitions saisie de la plainte du prince Napoléon à propos de son expulsion. M. Thiers a défendu la mesure avec beaucoup d'énergie, en insistant sur le caractère entreprenant du prince et sur le danger que pourrait présenter son installation en France, où il ne tarderait pas à devenir le centre d'un foyer d'agitation. Le président a démontré que le vote qui a proclamé la déchéance des Bonapartes devait impliquer la défense pour eux de vivre en France et que s'il était nécessaire de préciser cette dernière clause par une loi spéciale, cette loi serait désirable quoiqu'inopportune en ce moment. Comme conclusion M. Thiers a revendiqué pour lui seule toute la responsabilité de l'acte incriminé et a déclaré repousser toute espèce de blâme.

La commission des pétitions n'a pris aucune décision et l'on croit à Paris qu'elle n'en prendra aucune avant que la commission des Trente n'ait terminé ses travaux.

Le Journal des Débats trouve que la note du Daily Telegraph décrivant le rôle que le prince Napoléon est appelé à jouer dans la tutelle du prince impérial est la meilleure justification possible de la mesure prise par M. Thiers contre le prince.

Nous avions raison d'élever des doutes sur l'authenticité du fait que les évêques allemands auraient l'intention de protester contre les lois ecclésiastiques soumises actuellement aux délibérations de la Chambre des députés prussienne, pour la cas où cette assemblée les adopterait. La Germania, qui avait annoncé cette intention des évêques, s'est hâtée d'en atténuer la portée en mettant sa première manière de présenter la question sur le compte d'une simple erreur typographique. Après les mots «épiscopat allemand», dit la feuille ultramontaine, on avait oublié d'imprimer ceux-ci: «pour autant qu'il est intéressé dans la question». Cette réserve un peu ambiguë signifierait, d'après la Germania, que non-seulement les évêques prussiens, mais aussi les évêques d'autres pays de l'Allemagne dans les diocèses desquels se trouvent des enclaves prussiennes, feraient des «représentations» collectives au roi et à la Chambre des Seigneurs après le vote des lois politico-ecclésiastiques par la Chambre basse. Attendons que les événements viennent éclaircir la situation sous ce rapport, sans rechercher ce que pourrait avoir de grave une pareille intervention de l'épiscopat dans les rouages législatifs.

Des nouvelles de Suisse portent que c'est aujourd'hui même, 27 janvier, que la conférence des Etats diocésains de l'évêché de Bâle (moins le canton de Lucerne) doit décider du sort de M<sup>re</sup> Lachat. S'il faut en croire une dépêche de Berne, les mesures qui devaient être soumises à la décision de la conférence seraient: la destitution de l'évêque, la nomination d'un administrateur du diocèse et la révision du traité diocésain. Le télégramme ajoute que M. Théodore Scherer, un des principaux chefs du parti ultramontain en Suisse, avait offert un asile à M<sup>re</sup> l'évêque de Bâle.

Il résulte, en outre de renseignements publiés par les feuilles américaines, que, selon l'affirmation de M. Hamilton Fish, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas du tout l'arrière-pensée de transformer en annexion définitive la location de la baie de Samana par une compagnie privée.

## Voir les dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

### Allemagne.

Le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, a notifié au conseil fédéral que le traité conclu le 11 juillet dernier entre l'Allemagne et la Belgique, pour l'administration et l'exploitation des sections du chemin de fer Guillaume-Luxembourg, situées sur le territoire belge, a été ratifié par les parties contractantes, et que l'échange des ratifications a eu lieu le 11 janvier.

— La Norddeutsche Zeitung, s'occupant de la représentation de l'Allemagne près le Saint-Siège, fait ressortir que l'empire d'Allemagne comme tel n'a jamais été représenté auprès du Vatican. Le comte d'Arnim était ministre de Prusse et de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et après son départ les deux chargés d'affaires qui se sont succédé à Rome, MM. Derenthal et Stumm, ne représentaient que la Prusse, tandis que M. de Tanfikirchen, ministre de Bavière près le Saint-Siège, a bien représenté pendant quelque temps la Confédération du Nord à titre intérimaire, mais non l'empire d'Allemagne, dont les relations à cet égard avec le Vatican se sont bornées à l'offre de l'envoi d'un ambassadeur à Rome (le cardinal Hohenzollern), offre que le pape a refusé.

— On lit dans la même feuille: « Nous avons déjà exprimé maintes fois le désir que l'on cessât une fois pour toutes ce jeu cruel avec MM. de Gramont, Beust, Vitzthum, Metternich et consorts. Les variations sur ce thème désagréable vont-elles continuer jusqu'à épuisement complet de matière? En fin de compte, l'examen de cette question est du ressort de l'histoire, — laissons-en le soin au Sybel de l'avenir. Ce qui unit maintenant l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie est d'un caractère plus profond et n'a rien d'un simple rapprochement d'occasion. Les intérêts vitaux des deux empires sont solidaires: c'est ce que les deux gouvernements ont bien compris, et c'est aussi ce qui répond aux sentiments des souverains comme à ceux des deux peuples. »

La National-Zeitung répond à cela qu'au long temps que la presse officielle de Berlin posait le comte de Beust en «homme d'Etat correct» et que la presse officielle de Vienne le présentait comme un «Allemand modèle», les journaux indépendants avaient bien le droit de déclarer, tout comme l'opinion publique, avoir toutes les raisons possibles de préjuger la sentence du «Sybel de l'avenir». — Les vivants ont aussi leurs droits, ajoute la National-Zeitung, et il fallait bien que M. de Beust sût une bonne fois quel était le sentiment de l'Allemagne sur son compte.

PRUSSE. — La séance du 24 janvier de la Chambre des députés a été consacrée en majeure partie à une interpellation, émanant de M. de Gottberg, au nom du parti conservateur et concernant les proportions croissantes que prend l'émigration des provinces orientales de la monarchie. Cette question de l'émigration occupe en effet beaucoup de la presse prussienne depuis deux ans déjà, et au point de vue des conservateurs, ce phénomène serait dû uniquement à la nouvelle loi sur la liberté de transfert du domicile (Freizügigkeit). C'est aussi l'argument que M. Gottberg a invoqué pour demander au gouvernement de prendre des mesures propres à remédier à cette situation, qui, aux yeux du parti conservateur, prend le caractère d'un véritable fléau.

Le ministre de l'intérieur, comte d'Eulenburg, a répondu à l'auteur de l'interpellation que la question était grave en effet, mais que, précisément pour cette raison, on ne pouvait point y remédier par de simples «mesures». Les données statistiques sur l'émigration pendant l'année 1872, a ajouté le ministre, ne sont pas encore complètes et ne le seront que vers le 15 février. Quant à l'année 1871, l'émigration a atteint les proportions suivantes dans les différentes provinces de la monarchie: Prusse 5,143 émigrés, Brandebourg 1816, Poméranie 4,094, Posen 2,877, Silésie 1,694, Saxe 979. — total, pour les provinces orientales, 16,595. Dans toute l'étendue de la monarchie, il y a eu en 1871 un total de 38,565 émigrés, dont 26,000 avec l'autorisation des autorités et 12,000 sans autorisation. La diminution signalée du chiffre de la population n'est due qu'en partie à l'émigration: les causes principales, d'après le comte d'Eulenburg, sont les épidémies, la guerre, l'absence de naissances dans les familles des hommes de la landwehr (le ministre estime cette moins-value à 100,000 naissances) et enfin le séjour prolongé d'une partie de l'armée en France.

Le ministre de l'intérieur a fait ressortir ensuite que la crainte d'une nouvelle guerre contribuait beaucoup à l'émigration, et que les émigrants ne quittent pas la pays parce que, comme on la prétend, leur position serait trop mauvaise, mais bien parce qu'ils ne la trouvent pas encore assez bonne et espèrent s'en créer une meilleure de l'autre côté de l'Océan. (Très juste.) Quant aux mesures que le gouvernement devrait prendre pour entraver l'émigration, il est très difficile de tracer la ligne où l'action gouvernementale devrait commencer à se faire sentir. Cette action est limitée par la loi sur la Freizügigkeit, qui a été sanctionnée et qui doit être appliquée. Les seuls moyens à choisir, a ajouté le comte d'Eulenburg en concluant, c'est de faire que tout le monde soit aussi à l'aise chez soi qu'il pourrait l'être ailleurs; c'est de développer le commerce et l'industrie, de créer de nouvelles voies de communication — «même au risque d'abréger la route aux émigrants.» — d'introu-

duire de plus en plus l'usage des machines agricoles, de faciliter l'établissement et la colonisation, d'améliorer le système des caisses d'épargne, etc., etc. Voilà quels sont les moyens de faire cesser ou du moins d'entraver autant que possible l'émigration, et non des mesures restrictives de la liberté des citoyens. Or, les moyens que j'indique, ce sont les classes qui possèdent, les grands propriétaires et les grands industriels surtout, qui doivent les mettre en pratique pour retenir au pays leurs fermiers et leurs ouvriers, — et dans ce sens, le gouvernement ne leur refusera pas son appui. (Applaudissements.)

Le reste de la séance a été consacré à des questions d'intérêt purement local.

— La Norddeutsche Zeitung confirme le fait que le pasteur Sydow a été autorisé par le conseil supérieur évangélique à continuer l'instruction religieuse de ses catéchumènes, mais en retour de la déclaration que «pendant l'instruction, et à la cérémonie de la confirmation, il s'abstiendra de toute agression et de toute polémique contre les doctrines fondamentales de l'Eglise évangélique.»

— Le chanoine Maryanski, de Posen, chapelain de M<sup>re</sup> Ledochowsky, a été condamné à une amende, le 24 janvier, par le tribunal d'arrondissement de cette ville, pour avoir donné asile plusieurs fois, sans en informer la police, à un membre étranger de la compagnie de Jésus.

— Le tribunal d'arrondissement de Francfort-sur-le-Main a rendu une ordonnance de non-lieu au sujet des poursuites que le parquet avait intentées à la Frankfurter Zeitung du chef de contravention à l'ordre de la police, de ne pas publier en langue allemande le passage de l'allocution pontificale du 23 décembre relatif à l'Allemagne.

— Le conseil ecclésiastique communal de Braunschweig a refusé aux vieux-catholiques de cette ville l'usage de l'église paroissiale évangélique.

ALSACE-LORRAINE. — La commission internationale siégeant à Strasbourg, en vertu des traités de Francfort, pour régler les créances envers la France et envers l'Allemagne, vient d'établir son premier compte de liquidation, de 27 millions de fr. Il comprend le solde définitif et complet des caisses d'épargne des deux provinces, s'élevant à 21,800,000 fr.; celui de la justice et de l'administration, s'élevant à environ 2 millions; le remboursement des centimes des communes et des cautions et dépôts, s'élevant à 400,000 fr.; enfin le remboursement de 3 millions de francs déposés dans le trésor français par les communes annexées. On s'occupera maintenant du règlement des pensions civiles et militaires, des masses et prêts arriérés des régiments, et des gratifications des militaires qui ont opté pour l'Allemagne.

### Autriche-Hongrie.

On lit dans le Wanderer: «L'espérance que l'empereur d'Allemagne se trouverait au nombre des hôtes de notre cour, à l'époque de l'exposition universelle, paraît devoir se réaliser. Sur l'ordre de S. M. l'empereur François-Joseph, les dignitaires de la cour ont été officiellement informés de l'arrivée de l'empereur Guillaume, et invités à prendre les mesures nécessaires. On assure que le séjour de Sa Majesté à Vienne aura lieu les premiers jours de juillet. On dit en outre que l'empereur d'Allemagne se rendra de nouveau, au mois d'août, aux eaux de Gastein.»

— La Chambre des députés du Reichsrath a tenu le 21 janvier une séance dans laquelle, après la lecture d'un rapport du ministre des finances, qui demandait un crédit d'un million de florins pour les frais des mesures de sûreté publique à prendre pendant l'exposition universelle, ainsi que de plusieurs pétitions pour et contre les élections directes en Galicie, le ministre de la justice, M. Glaser, a déposé trois projets de loi concernant la procédure civile.

Dans l'exposé des motifs, le ministre a déclaré que le gouvernement avait la conviction de ce qu'un code de procédure civile entièrement renouvelé, reposant sur le principe de la publicité et de la procédure orale, devait nécessairement être introduit. Le projet d'un nouveau code de procédure supprimait un certain nombre de dispositions qui n'existaient que pour la forme, comme, par exemple, la «procédure d'avertissement» pour les affaires commerciales.

— Dans la séance du 23 janvier de la Chambre des députés hongroise, M. Madarasz a adressé au ministre des cultes et de l'instruction publique une interpellation demandant l'abolition de l'article de la loi sur l'armée qui astreint les instituteurs primaires aux exercices militaires. M. Trefort, ministre des cultes, a promis de présenter prochainement un projet de loi à cet effet.

### France.

Les membres qui font partie de la quinzième commission des pétitions se sont rendus le 22, à deux heures, à l'hôtel de la présidence, afin d'entendre les observations de M. le président de la république relativement à la mesure d'expulsion dont le prince Napoléon a été l'objet.

Lorsque tous les commissaires furent réunis dans le salon de M. le président de la république, M. Thiers prit la parole. Nous allons résumer le sens de ses discours, d'après le Journal des Débats:

Vous devinez bien certainement le motif de mon intervention dans la question qui vous est soumise par suite de la protestation que le prince Napoléon a adressée au président de l'Assemblée Nationale. Vous avez compris que je ne pouvais ni ne voulais laisser peser sur mon ancien collègue et ami M. Victor Lefranc la responsabilité de la décision qui fait l'objet de la réclamation dont vous êtes saisis. C'est en effet un devoir de justice et de vérité que je désire remplir devant vous.

Le gouvernement est le gardien de la tranquillité publique. Tous nos efforts tendent à la conserver. S'il existe un coupable à raison des mesures prises dans le but d'obtenir cette tranquillité, je le suis plus que personne. En effet, je fais tout pour maintenir l'ordre contre tous les partis. En agissant comme je l'ai fait, je suis resté dégagé de toute pensée de parti, je n'hésite pas à vous l'affirmer. Ce ne sont jamais des questions de personnes qui m'ont engagé dans l'opposition. Si j'ai été opposé à l'empire, c'est parce que je voyais où nous conduisait ce régime.

A plusieurs reprises j'ai prouvé que je n'avais aucune animosité contre les personnes; mais conduite vis-à-vis de la princesse Mathilde et d'autres membres de la famille impériale l'a d'ailleurs surabondamment démontré. Quant au prince Napoléon, c'est autre chose; comme on connaît son esprit remuant, il a fallu prendre des mesures à son égard. Je vous parlais de la princesse Mathilde; eh bien! récemment elle m'a demandé l'autorisation d'aller en Angleterre, je ne m'y suis nullement refusé.

En ce qui concerne son frère, je vais vous exposer les faits et vous raconter l'application que j'ai faite des principes.

Une première fois, le prince Napoléon nous avait demandé la permission d'aller en Corse. Cette fois était alors très agitée. Le parti bonapartiste paraissait même vouloir se servir de ce pays pour y établir comme une espèce de forteresse du parti. Le prince se rendit chez le consul. Quoiqu'il ait eu là une attitude peu convenable, le gouvernement a cependant accordé l'autorisation sollicitée. Le prince avait obtenu la permission de se rendre seulement en Corse. Il avait été prévenu toutefois que si sa présence servait de prétexte à des troubles, le gouvernement était résolu à sévir.

On prit effectivement des précautions. Un bâtiment de guerre vint stationner devant l'île. Un bataillon de chasseurs à pied fut envoyé. Il ne tarda pas à se manifester une certaine agitation après l'arrivée du prince Napoléon. Celui-ci comprit alors qu'il ne pouvait rester, et il repartit.

Une autre fois, le prince, qui se trouvait à ce moment en Belgique, voulant aller en Angleterre avec la princesse Mathilde, exprima le désir de venir de Bruxelles à Calais afin d'éviter la traversée d'Ostende. Nous n'avons pas, cette fois encore, refusé de lui accorder ce qu'il demandait.

Jusqu'à là, vous le voyez, le prince Napoléon était donc le premier à reconnaître que le gouvernement français avait parfaitement le droit de lui interdire le séjour en France.

L'été dernier, l'amiral La Roncière Le Noury sollicita pour le prince l'autorisation d'aller, en compagnie de la princesse Clotilde, prendre des bains de mer. Il ne fut fait aucune objection à l'égard de la princesse. Mais nous répondîmes qu'on ne pouvait consentir à ce que le prince séjournerait sur le territoire français; on l'autorisait simplement à accompagner sa femme et ses enfants, puis à venir les chercher. Le prince ne répondit rien.

Je croyais qu'il ne songerait plus à son idée, lorsque tout à coup j'appris qu'il avait passé la frontière avec une dame. J'ignorais totalement alors que ce fût avec la princesse Clotilde. Les informations qui nous parvinrent indiquaient que le prince se disposait à se rendre à Paris. Peu après, le gouvernement était avisé de l'arrivée du prince dans un château des environs de la capitale. Ceci, vous le comprenez sans peine, nous parut quelque peu suspect. Nous avons aussitôt pensé qu'il venait donner un coup de sonde et se rendre compte par lui-même si l'on oserait lui interdire sérieusement de séjourner à Paris.

Le conseil des ministres fut convoqué. Rien ne se fit sans qu'il soit consulté; et bien que nous ayons été unanimes pour la décision à prendre, j'en revendique la responsabilité pour moi seul.

Informés que la princesse Clotilde accompagnait son mari, nous avons fait dire au prince que la princesse pouvait rester, mais que, quant à lui, il devait quitter le territoire français. Il a protesté contre cette invitation. Nous lui avons alors envoyé le chef du cabinet du président de police pour lui signifier qu'il eût à quitter immédiatement la France. Il a d'abord envoyé un intermédiaire afin de parlementer; puis, en présence de l'attitude résolue dont faisait preuve le délégué de l'autorité, il a protesté et a fini par céder, demandant toutefois qu'on ne lui fit pas traverser la capitale. Un train spécial a été préparé; un officier d'un grade élevé a été chargé d'accompagner le prince jusqu'à la frontière.

Le prince est sorti de France en protestant encore. Là-dessus, on nous a menacés que nous aurions une affaire avec le roi d'Italie.

Quant nous avons su que la princesse Clotilde accompagnait son mari, nous avons en pour elle tous les égards qu'on doit à la fille d'un roi ami. Le roi, son père, nous a répondu de manière à indiquer qu'il ne blâmait point notre conduite vis-à-vis de son gendre.

Voilà les faits tels qu'ils se sont passés. Vous savez que le prince Napoléon est plus actif que les autres membres de la famille. Eh bien, avisons-nous le droit, étant donné ce que vous savez, d'agir comme nous l'avons fait? Il y a une loi, non pas d'expulsion, je le reconnais, mais une loi de déchéance votée par deux fois par la Chambre. Or cette loi s'applique aussi bien au prince Napoléon qu'à qui que ce soit de sa famille. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'il est le premier héritier de la ligne collatérale.

Que signifie une loi de déchéance? qu'on doit quitter non-seulement le trône, mais aussi le territoire jusqu'à ce qu'une loi nouvelle en fasse cesser les conséquences. Elle ne signifie rien évidemment, rien si elle voulait simplement dire qu'il suffit de quitter les Tuileries pour aller demeurer au Grand-Hôtel.

On a parlé des Orléans; mais il existe une loi votée par la Chambre qui leur restitue les droits de citoyens français. Quant au comte de Chambord, il y a de plus la circonstance de sa déchéance.

Mais est-ce qu'il est intervenu une seule décision de l'Assemblée pouvant être invoquée

comme ayant fait cesser la loi de déchéance qui a frappé la famille Bonaparte?

Il y a un autre argument qu'on peut invoquer encore: Si la déchéance n'emporte pas l'exclusion du territoire, mais alors Napoléon III aurait pu revenir en France. Vous ne l'auriez jamais admis, ni nous non plus! Et je ne vous cache pas que s'il était descendu sur nos côtes je n'aurais pas hésité une minute à l'obliger de repartir. Il n'est pas douteux que pour des gens de bonne foi et pour des esprits non prévenus la situation du prince Napoléon doit être considérée comme étant la même.

Maintenant, il y a le prince impérial. Je sais que ses partisans l'appellent Napoléon IV; mais peu importe. Cependant ne voyez-vous pas qu'il pourrait s'appeler comme il le voudrait si l'on décidait que le gouvernement a eu tort en agissant vis-à-vis du prince Napoléon ainsi qu'il l'a fait? En outre, comment empêcherait-on le prince impérial de venir en France s'il lui prenait fantaisie de s'y rendre, ou si ses partisans l'encourageaient à venir?

Il faut en effet être conséquent en toute chose. On a d'ailleurs toujours interprété ainsi les lois de déchéance. Le prince Napoléon lui-même en a fait une interprétation parfaitement claire dans une séance du Sénat lorsqu'il a dit: «qui ferait fuir les prétendants qui rentraient en France.»

Sous la Restauration, pendant les Cent-Jours, n'interprétait-on pas dans le même sens la déchéance? Vous n'avez pas oublié qu'on donna à cette époque des ordres formels pour courir sus aux membres de la famille Bonaparte!

Louis-Philippe agissait de même, en y mettant néanmoins, je m'empresse de le reconnaître, une certaine courtoisie et de grands ménagements. Ainsi, il fit délivrer un passeport à la princesse Mathilde; il accorda l'autorisation de venir en France au prince Jérôme et à son fils, le prince Napoléon actuel.

Est-il jamais venu alors à la pensée de qui que ce soit d'objecter que les princes de la famille Bonaparte avaient le droit de séjourner sur le territoire français sans l'autorisation du roi? Aucune objection de cette nature ne fut faite. Quand le prince Napoléon obtint cette autorisation, on dut le faire partir peu de temps après. Déjà il était turbulent et fort actif. Ce fut M. Dactel, alors ministre de l'intérieur, qui prit cette mesure.

Les lois, je n'en disconviens pas, sont exposées à tomber en désuétude. Si le temps avait fait oublier les Bonapartes, on aurait peut-être pu les laisser venir. Mais, dans les circonstances actuelles, peut-on laisser les princes Bonaparte séjourner en France? Je ne le pense pas. Ils sont exclus du sol comme du trône. Ce ne sont pas des citoyens ordinaires, et la loi qui les frappe est une loi exceptionnelle.

En autorisant le prince Napoléon à venir ici, ce serait inviter en quelque sorte le prince impérial à faire de même; cela est impossible. Je vous prie, dans tous les cas, de me considérer comme responsable avec tout le cabinet, au sujet de la mesure d'expulsion prise à l'égard du prince Napoléon. C'est là, pour moi, ce que l'on appelle une question d'Etat.

M. DE KEROLAY: M. le président de la république peut-il dire à la commission s'il existe quelque fait particulier de conspiration?

M. THIERS: Je n'ai rien de particulier à signaler contre le prince. Je n'ai pas non plus la moindre animosité contre sa personne. Mais je le sais très romain, très actif, et j'ai la conviction qu'il ne restera pas quelque part sans y former un centre d'agitation. Or, quand un parti s'agit plus



peut reconnaître que nous avons en raison de résister à une entreprise pareille.

Je vous le répète, le gouvernement croit avoir fait un acte de saine politique. Maintenant, nous nous soumettons à la décision souveraine de la Chambre, mais nous ne pensons pas qu'elle puisse nous blâmer.

M. LAURENCEAU. M. le président de la république ne pense-t-il pas que, pour couper court à toute difficulté, le gouvernement ferait bien de présenter une loi excluant du territoire français les membres de la famille Bonaparte ?

M. THIERS. Une loi vaudrait certainement mieux pour mettre le gouvernement à l'aise ; mais en ce moment y aurait-il l'opportunité de proposer une loi de bannissement contre la famille Bonaparte ? Je ne le pense pas.

Si la commission trouve que le gouvernement n'a pas en tort, le mieux serait, à mon sens, de le dire dans un ordre du jour et de vous en rapporter à lui pour l'avenir, sans toujours votre contrôle et votre décision définitive.

M. DEPERRE fait remarquer qu'en l'absence d'une loi précise, il n'y a plus que la raison d'Etat à invoquer, et qu'un autre gouvernement que celui du président de la république pourrait abuser de ce principe.

M. PERMUT. Permettez. Il existe, d'après moi, autre chose que la raison d'Etat, c'est la loi de déchéance. Or cette loi est formelle ; elle ne saurait avoir un sens différent de celui que je lui donne. Il ne peut être contesté que la qualité de prince prime celle de citoyen.

La garantie est dans la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée la plus souveraine qui fut jamais.

Maintenant, si la commission nous indique la nécessité d'une loi, nous pourrions l'apporter. Mais je crois que c'est ici une question de conduite politique.

L'entrevue, commencée à deux heures, était terminée à trois heures et demie.

La commission doit se réunir prochainement pour déterminer dans quel sens le rapport de M. Deperre devra être rédigé.

Nous pouvons confirmer la nouvelle donnée par la Gazette de Lausanne relativement aux négociations engagées depuis plusieurs années entre la Suisse et la France au sujet du service militaire que la France exige de la part des fils de Français qui sont naturalisés Suisses, ou des Suisses qui sont nés en France.

Ces négociations n'ayant encore abouti à aucun résultat, le ministre de Suisse à Paris a reçu des instructions qui permettent d'espérer que cette question sera bientôt résolue conformément aux désirs des deux gouvernements.

(Correspondance universelle.)

Maintenant, dit la Liberté, que l'autorité supérieure est saisie du rapport de M. de Rivière dans l'affaire Bazaine, la question de savoir si le maréchal sera renvoyé devant un conseil de guerre sera bientôt résolue, si même elle ne l'est déjà. Le président du conseil, le commissaire du gouvernement et la défense auront bien vite terminé l'étude du dossier, au moyen des triples copies qui en ont été faites. Ainsi l'affaire ne peut que marcher rapidement.

Le maréchal ne demande pas, assure-t-on, plus de quinze jours pour concevoir sa défense avec M. Lachaud.

Il avait été question d'établir le conseil de guerre à l'école de Saint-Cyr, où de vastes locaux auraient permis de mettre plusieurs salons à la disposition du conseil, d'offrir même des logements à ceux des membres du conseil qui auraient voulu y résider pendant la durée de ce long procès, et enfin d'y installer le prisonnier lui-même. Dans cette combinaison, on avait également en vue d'épargner au maréchal l'ennui d'être exposé, dans le trajet de son hôtel de l'avenue de Picardie au conseil de guerre, à la curiosité du public et peut-être à des manifestations désagréables.

Mais on croit avec raison que le projet d'aller à Saint-Cyr a été abandonné. La grande salle du Manège sera très-probablement modifiée de façon à la mieux approprier aux exigences du conseil. Le chauffage de la salle ne serait pas aussi difficile au mois de mars, où l'affaire aura infailliblement lieu.

A propos de la disparition inexplicable de M. de la Fontaine, le Journal de Lyon raconte le fait suivant.

Le 13 janvier courant, le gendre de M. de la Fontaine recevait une lettre avec cette suscription :

« Monsieur le premier président du » tribunal de Nantua. Cozon. »

Cette lettre contenait deux copies d'une enquête faite sur M. de la Fontaine, à la suite de difficultés qu'il avait eues sous l'empire avec M. le procureur impérial de Nantua.

Ces difficultés, qui avaient fait aboutir à un duel, avaient motivé une action correctionnelle contre M. de la Fontaine, pour coups et blessures. L'instruction avait été commencée, et M. de la Fontaine, qui est devenu plus tard M. Cozon, en avait fait deux copies que son père portait toujours sur lui.

Ces deux copies de ces deux copies qui sont arrivées à M. Cozon. La suscription de la lettre est d'une écriture inconnue. On se perd en conjectures sur le motif de cet envoi. Les bruits les plus divers circulent, les recherches les plus actives sont ordonnées, et il est probable qu'on arrivera bientôt à avoir la clef du mystère.

Dans un grand nombre de départements, l'ouragan a produit des crues extraordinairement rapides. Les affluents de la Loire, notamment le Cher, ont grossi tout à coup d'une façon inquiétante. La Marne et la Sarthe ont eu également de fortes crues. Heureusement, la Vienne a peu augmenté. On pensait hier, à Orléans, que le maximum à Saumur ne dépasserait pas 5 mètres.

L'Yonne a éprouvé sa cinquième crue. Le Tholon est également débordé, mais l'Yonne étant en baisse depuis hier, on peut espérer que son affluent ne tardera pas à l'imiter.

L'Aisne a eu sa sixième crue. Sur la haute et la basse Oise, la navigation a dû être interdite. Enfin, plusieurs des affluents de la Garonne ont débordé.

Mais les effets de la tempête ont produit bien d'autres désastres, tels que des éboulements, des naufrages, etc.

Par suite des vents et de la pluie qui ne discontinuent presque pas à Bordeaux, une partie de la maison portant le numéro 152, cours Balguerie, s'est écroulée mardi, vers onze heures du matin.

A Saint-Jean-de-Luz et à Ciboure, la mer bondissant par-dessus les quais, a fait de grands ravages, et plusieurs maisons menacent ruine. Tous les travaux du génie maritime ont été interrompus ; une tour massive en pierre, qui avait résisté à tous les cataclysmes qui se sont succédés depuis cinq cents ans, a été démolie et réduite en poussière. En outre, la mer a élevé plus de 6 mètres du terre-plein qui se trouve en face de l'hôtel de la Plage.

A Marseille, la mer a de nouveau démolé le parapet du chemin de la Corniche. La tempête était telle que les vagues se sont élevées sur le chemin à deux ou trois mètres au-dessus du poteau télégraphique. Au fond de l'anse de la Fausse-Monnaie, un rocher isolé, pesant plus de 2,000 kilos, a été arraché et a complètement disparu.

De la Rochelle, on nous écrit que l'avant-port et les bassins sont occupés par un grand nombre de navires de tout tonnage qui sont venus y chercher un refuge.

Près de la barre de l'Adère, le navire l'Union-Bayonnaise a été jeté à la côte ce matin, à 9 heures, avec un sabord défoncé. L'équipage a été sauvé. Le navire était chargé de charbon et de marchandises diverses.

Enfin, le bateau Trois-Sœurs, appartenant à M. A. Boissard, de Fécamp, a fait naufrage à l'entrée du canal de ce port en revenant de la pêche du hareng.

Des dix-huit personnes de l'équipage, huit seulement ont pu être sauvées, dont l'une est morte depuis. Cinq cadavres ont été retrouvés jusqu'à ce jour. Il en reste cinq à rechercher ; s'ils ont été emportés au large, le courant les amènera probablement à l'endroit de la côte appelé le Trou-au-Chien.

La plupart des marins qui ont péri sont de la commune d'Yport, qui est la plus gravement frappée, car ce malheur y a fait environ trente orphelins.

Une souscription est ouverte pour venir au secours de ces infortunés.

On s'attend à Paris une seconde inondation. Après être monté d'un mètre 60 centimètres en vingt-quatre heures, la Seine a de nouveau crû d'un mètre le 22.

Les chemins de halage sont complètement couverts.

A Paris, les bateaux-mouches ont cessé leur service, et la navigation, reprise depuis une quinzaine de jours seulement, va se trouver de nouveau interrompue.

Le bilan hebdomadaire de la Banque de France constate les résultats suivants à la date du 23 janvier :

Augmentations : Comptes particuliers 8 millions 500,000 fr. ; billets en circulation (stationnaire). Diminutions : Numéraire 500,000 francs ; portefeuille 8,330,000 fr. ; compte du trésor 15,500,000 fr.

L'insurrection de 1871, commencée dans la province de Constantinople, s'étendit, dans le courant des mois d'avril et de mai, dans le canton de l'Alma.

Le 19 avril, les indigènes attaquaient le col des Beni-Aicha, que les habitants et la brigade de gendarmerie heureusement prévenus à temps avaient évacués. Le village fut saqué, pillé et incendié sans aucune résistance. Les insurgés se divisèrent ensuite en deux bandes. L'une, composée des Beni-Aicha et des Beni-Amran, prit la route de Palestro ; l'autre, la plus forte, se dirigea sur l'Alma. Cette dernière troupe avait pour chef Si Omar ben Zamoun Amin el Oumma des Fissel ou, Mehili, qui assit son camp à Ain Tidjellabine, position commandant la côte et la route d'Alger à Dellys.

Le 22 août, dit l'acte d'accusation, à la tête de toutes ses forces, il attaqua l'Alma, qui ne fut sauvée que par l'arrivée d'une colonne sortant d'Alger sous les ordres du colonel Fourchault.

Le progrès des insurgés était arrêté de ce côté ; mais, dans l'intervalle, ils avaient commis une série de crimes, par suite desquels un certain nombre d'entre eux, dont Ramon el Oumma Omar ben Zamoun, ont comparu devant la cour d'assises d'Alger les 28, 29, 30, 31 décembre 1872 et janvier 1873.

Les dépositions des témoins européens, dit la Solidarité, ont été en général favorables aux accusés ; les témoins indigènes, au contraire, dont beaucoup auraient pu figurer, à juste titre, comme inculpés, ont été chargés avec insistance leurs coreligionnaires, et notamment les chefs, sur lesquels la plupart réjetaient la responsabilité des attaques, pillages à main armée, en un mot de tous les crimes commis par la nombreuse colonne d'insurgés dont ben Zamoun était considéré comme l'organisateur, tandis qu'il soutenait n'avoir agi que dans l'intérêt des colons, dont, en effet, il avait protégé un grand nombre. Ceux qui avaient survécu sont venus tous déclarer que sans lui ils eussent été infailliblement massacrés.

Ces témoignages, et surtout celui du colonel Fourchault, qui, le premier, a repoussé les insurgés, lors de l'attaque de l'Alma, et ensuite a fait une pointe aussi hardie qu'heureuse sur Palestro, ont exercé une influence très sensible sur le jury.

A l'audience du 4 janvier de la cour d'assises d'Alger le président, M. Truant, a fait un résumé des débats, qui n'a pas duré moins de quatre heures et demie.

Le jury est entré en délibération à cinq heures. Il avait à statuer sur cent quatre-vingts questions, et n'est rentré en séance qu'à onze heures du soir.

Sur son verdict, la cour a prononcé un arrêt, d'après lequel Omar ben Zamoun et six autres accusés ont été acquittés.

Des circonstances atténuantes ont été admises en faveur de cinq autres.

Des dix-sept déclarés coupables, huit ont été condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée ; un seul aux travaux forcés à perpétuité ; un autre à dix ans de la même peine ; trois à cinq années de détention, peine politique ; un seul, Mohamed ben-Mra, âgé de quatre-vingt-deux ans, a été, en raison de son âge, condamné à la détention perpétuelle ; il a en outre été dépourvu de son titre de membre de la Légion d'honneur.

Enfin trois condamnations à mort ont été prononcées contre : 1° Hamdan ben Ahmed, cultivateur aux Khachas ; 2° Omar ben Houlonghi, cheik des Beni-Mestina ; 3° et Sliman ben Mohammed, des Khachas, déclarés coupables d'assassinat. L'arrêt dit qu'il seront exécutés à l'Alma.

La cour d'assises d'Alger s'est ensuite occupée, dans son audience du 6 janvier, des faits portés à la charge de la bande qui avait pris la direction de Palestro. Les débats de cette affaire, plus grave encore que celle de l'Alma, continuent.

Le Figaro rend compte du procès suivant :

En 1868, M. Paul Féval a publié chez Dentu un roman en deux volumes, intitulé : La Rue de Jérusalem. Dans ce roman, il fait la peinture d'un monde interlope qu'il appelle la Société des Habits noirs. Les « Habits noirs » sont des chenapans de haute volée, qui, sous les apparences de la bonne éducation, commettent impunément tous les crimes. Ils tuent, ils pillent, ils volent, ils dépouillent la veuve et l'orphelin, en y mettant les formes les plus exquises, et sans que leur victime puisse même leur en vouloir.

Un jour ils apprennent qu'il y a dans le département de l'Orne une fortune gigantesque qu'il s'agit de faire tomber entre leurs mains. Cette fortune appartient à une vieille femme nommée la Goret, qui a deux idées dominantes : entasser écus sur écus, et voir remonter sur le trône de France Louis XVII, qu'elle ne veut pas croire mort. Il serait trop long de raconter ici par quelles péripéties passe le roman pour montrer au lecteur les Habits noirs circulant à l'entour de la Goret. Il suffit de dire que l'un d'eux se fait passer pour l'élève du fils du dauphin, lui fait la cour, promet de l'épouser et de la rendre reine de France. La Goret est tellement heureuse de cette promesse, qu'elle en meurt d'apoplexie.

Tous ces détails sont, on le comprend, purement imaginaires. Mais il paraît que le type de la Goret est beaucoup moins. Paul Féval a

peint cette vieille femme sous des couleurs vraiment curieuses. D'après lui, la Goret, qui a la plus grosse fortune du département de l'Orne, n'a d'autre but que d'être pauvre paysanne, une mendicante. Son mari est mort faute de remèdes et a été enterré par charité. Or, quel que temps après, au moment de la conversion des rentes, les agents des finances ont fait la statistique des rentiers du département de l'Orne, et l'on a découvert que, dans le canton de la Ferté-Macé, il y avait une Mathurine Goret titulaire de 40,000 francs de rente.

Mathurine Goret, c'était la pauvre mendicante qui jusque-là cachait sa richesse à tous les yeux. A partir de ce moment, elle a commencé à faire usage de son argent, elle s'est fait bâtir un château, et elle est devenue une dame ; mais elle est toujours restée la paysanne brutale, méchante et avare. Sa fortune a grossi d'année en année, et elle en est arrivée à payer vingt et quelques mille francs d'impositions. C'est à ce moment que les Habits noirs ont cherché à la faire tomber dans leurs pièges.

Quelques temps après l'apparition du roman de M. Paul Féval, une dame Goupil, demeurant à la Ferté-Macé, réclama contre ce type de la Goret, et prétendit que le romancier avait voulu la peindre. En effet, il y a de commun entre M. Goupil et la Goret une foule de points que le hasard seul n'aurait pas pu rapprocher avec tant de précision. La Goret habite le même département, le même arrondissement, le même canton, le même château, le même paysage que M. Goupil ; elle a la même fortune, fortune dont l'origine est inconnue ; elle a les mêmes habitudes d'économie ; l'histoire de la conversion des rentes est commune à M. Goupil et à la Goret ; la Goret a un fils qui a été exempté du service militaire, et le fils de M. Goupil l'a été également. Les Goupil ont dans l'Orne une fortune unique évaluée à près de vingt-six millions. Enfin, différentes circonstances de la vie de M. Goupil sont absolument analogues à celles que M. Paul Féval attribue à la Goret.

« Seulement la Goret est un type ignoble. L'origine de sa fortune est le vol. Son mari, domestique d'un émigré, a dévalisé son maître au moment où il fuyait à l'étranger. La fortune de M. Goupil est en outre d'origine beaucoup plus limpide. Les Goupil ont fait sous l'empire de très grandes affaires de fournitures militaires, et depuis ils ont thésaurisé. »

« La Rue de Jérusalem a produit dans l'Orne un grand scandale. Tout le monde y a reconnu M. Goupil dans la Goret. La famille Goupil s'est émue et a appelé devant les tribunaux M. Paul Féval, pour l'obliger à supprimer certains passages dans la prochaine édition de son roman, et à ajouter une préface aux exemplaires restés invendus. »

M. Lachaud s'est présenté pour la famille Goupil. Il a montré M. Paul Féval allant en villégiature dans l'Orne, près de la Ferté-Macé, demandant à qui sont ce château et cette fortune dont tout le monde parle, se faisant raconter l'histoire de M. Goupil, se laissant séduire par ce type de vieille dame millionnaire, et l'exagérant au gré de son imagination de romancier. Assurément, M. Paul Féval n'a pas eu l'intention d'être désagréable à M. Goupil, qui ne le connaît pas, mais il ne lui en a pas moins porté un préjudice qu'il importe de réparer. Certes, personne ne peut supposer qu'il y a dans le caractère de M. Goupil quelque analogie avec celui de la Goret, mais le roman de M. Féval peut créer une légende qui, dans quelques années, peut nuire à la considération de la famille Goupil.

« Est-il permis, d'ailleurs, à un écrivain de prendre tous les caractères d'un honorable personnage existant pour en faire un personnage imaginaire, ressemblant exactement au premier, mais peint sous les couleurs les plus noires ? N'y a-t-il pas là comme une diffamation anonyme, qui tombe difficilement sous le coup de la loi, mais que, justement à cause de cela, il faut plus sévèrement réprimer ? »

M. Frédéric Thomas, l'avocat de la Société des gens de lettres, a présenté la défense de M. Féval. D'après lui, le principe incontestable est que l'on peut laisser à l'écrivain pleine et entière liberté dans la création de ses types. Du reste, qui pourrait confondre M. Goupil, la femme riche qui répand les bienfaits autour d'elle dans l'Orne, avec la Goret, ce type qui, de l'aveu de tous, est repoussant ? Qui pourrait voir M. Goupil, dans la paysanne de fantaisie qui se laisse dupier par les habits noirs ?

« La première chambre du tribunal civil a, par jugement du 20 mars 1872, débouté M. Goupil de sa demande. Elle a fait appel ; mais la cour, après deux journées de plaidoiries, a confirmé le premier jugement. »

Grande-Bretagne.

Voici la lettre adressée par le ministre de Perse aux journaux anglais, qui nous a été signalée par le télégraphe :

Monsieur, Quelques journaux de Londres ont répandu ces jours derniers et répandent encore le bruit que la Perse a conclu, il y a deux ans, avec la Russie un traité secret par lequel elle lui cède une portion de territoire sur les bords de l'Atrek et même le Khorassan.

Je suis autorisé à déclarer formellement qu'il n'existe à ce sujet aucun traité secret entre la Perse et la Russie.

Le ministre de Perse, H. CH. MOHSIN KHAN.

Le 22 janvier 1873.

On écrit de Londres, au Temps :

Les morts vont vite, comme dit le proverbe. Un des grands écrivains anglais du siècle est mort il y a trois jours à peine ; les journaux lui ont consacré la biographie analytique d'usage, et le silence s'est fait autour de cette mort. La cause en est peut-être que lord Lytton, poète, romancier, historien, philosophe et homme politique, a eu la mauvaise esprit de mourir presque en même temps que Napoléon III.

Pourtant lord Lytton, plus connu sous le nom de Sir Lytton Bulwer, méritait mieux de ses compatriotes, car il a touché à toutes les branches de la littérature, et, sans exceller dans toutes, il a laissé de grandes traces partout où il a passé. Cela tient un peu à ce que le style tout particulier qu'il avait créé est démodé, et beaucoup à son tempérament, peu sympathique à l'esprit anglais. Moins âgé que le siècle de cinq ans, il avait beaucoup produit depuis 1830, et son génie synthétique s'était plu à jongler avec toutes les difficultés sans les résoudre. La société anglaise abhorre le paradoxe comme la vérité nue.

Cependant Bulwer a eu aussi une vogue immense. C'était un esprit satirique, original, acerbe et beaucoup plus français qu'anglais ; dans son genre et dans son style, par exemple, il est plus français qu'Alfred de Vigny. Quand parut son roman de Pelham, ou histoire d'un gentleman, la littérature était inondée de ces romans anodins, flasques et faux qui sont la plaie de toutes les littératures, et de la littérature anglaise en particulier. Sir Lytton Bulwer donna un coup de balai à cette masse d'histoires faites pour intéresser les très-particuliers des passionnés de jeunes filles et créa un genre de roman où le brio du style et l'humour s'excluaient pas la vérité des caractères. C'est sur-

tout comme romancier qu'il a excellé. Ses qualités sont une grande puissance dramatique, un style entièrement original, un mélange très-rare d'esprit et d'humour, et un caractère profondément philosophique ; en revanche, il pêche par un excès de sentimentalisme qui l'entraîne souvent au-delà du vrai, et par une recherche exagérée dans l'antithèse qu'il fait accuser, non sans vraisemblance, d'affectation et de fausseté d'érudition. Il admirait beaucoup Balzac et l'a imité un peu, ce qui n'est ni une médiocre recommandation, et pour cause. Il fit des romans d'observation, tels que *the Chateaux*, *Pelham*, *Alice*, et des romans d'imagination pure, comme *Rienzi*, *the Last of the Barons*, et une foule d'autres ; il aborda le théâtre, non sans succès, quoique son génie se prêtât difficilement aux exigences de la scène et que ses succès ne fussent pas d'une entière nouveauté. Bulwer a également écrit des essais dont le meilleur, *Talleyrand*, fut très-apprécié par Sainte-Beuve. Ses poésies se distinguent par une forme grandiose, un rythme majestueux, mais la sensibilité leur fait complètement défaut. C'est comme romancier qu'il faut le juger, et comme tel il a sa place à côté des *Thackerays* et des *Dickens* ; beaucoup le mettent au-dessus de Walter Scott. Sans aller aussi loin, on peut dire de lui qu'il l'aurait égalé s'il s'était fait plus accessible à la masse et s'il avait évité une fausse ampleur de style qui nuit presque toujours à ses meilleures créations. Lord Lytton a légué à son fils, connu sous le pseudonyme d'Owen Meredith, par de fort belles poésies, une partie de son génie.

Le *Globe* a reçu de Cardiff le télégramme suivant, relatif à la grève de la Galles du Sud :

« Un meeting de délégués des ouvriers mineurs et houilliers a eu lieu à Merthyr-Tydvil. Une importante mesure paraît devoir y être prise à cause de la défection d'un grand nombre d'intéressés constatée à la suite d'un scrutin de vérification. L'épreuve par voie de scrutin gagne du terrain. Elle est en grande faveur parmi les non-unionistes, en particulier parmi les ouvriers des forges, en dépit de l'énergique opposition que lui font surtout les unionistes. Hier soir, ce moyen de connaître les sentiments de la masse a été mis en œuvre en trois endroits différents. A Dowlais, sur 300 hommes qui ont voté, 250 se sont prononcés pour la reprise immédiate du travail. A Brynmawr, sur 150 hommes 111 ont voté dans le même sens. A Beaufort 105 sur 130 se sont déclarés pour que la grève cesse incontinent. Quoique ce fait soit significatif, on ne s'attend pas à lui voir produire aucun résultat pratique. Car les meetings n'ont pas le caractère représentatif, bien qu'on les regarde comme exprimant les sentiments des ouvriers. A Dowlais, par exemple, ils sont au nombre de 10,000. Or, 300 seulement ont voté, les autres ayant été écartés du poll par l'influence des unionistes, qui ont tenu un meeting d'opposition. »

Il existe à Londres une secte religieuse appelée la secte des *Shakers*. En anglais, *Shaker* veut dire : qui secoue, qui agit, qui fait trembler. Les *Shakers* ont quelque analogie avec les anciens Adamites. Quand ils se réunissent pour prier, ils se dépouillent de tout ou partie de leurs vêtements, afin de se présenter devant Dieu sans les frivolités des ornements de la terre.

C'est surtout aux Etats-Unis que la secte des *Shakers* est florissante. La principale association a son centre à New-Lebanon, dans l'Etat de New-York, où l'on compte sept à huit mille associés. Cette œuvre serait l'œuvre d'une femme, Anne Lee, née vers la fin du siècle dernier, et dont la jeunesse s'était passée dans les ateliers de Manchester. Mise en prison pour avoir fait parade de ses mystérieuses entretiens avec la Divinité, elle convertit son gendre à ses idées, et se rendit avec lui en Amérique, cette terre bénie de toutes les excentricités.

Les *Shakers* forment une société de célibataires ayant tout en commun. Hommes et femmes vivent ensemble, sans crainte des tentations, et dans les relations fraternelles les plus pures.

A sept heures du matin, les jours de fête, on plait de danser, ils se rassemblent dans une vaste salle, les pères d'un côté, les femmes de l'autre. Le plus vénérable des anciens prononce une allocution, après laquelle le signal de la prière est donné. Les hommes ôtent une partie de leurs vêtements, et la danse commence, pendant qu'un groupe de chanteurs entonne une fois le tour de la salle en courant, ils s'arrêtent en cercle, et contemplant, immobiles comme des statues, quelques-unes des plus jeunes sœurs, qui exécutent un pas de derviches, tournant sur elles-mêmes avec une rapidité vertigineuse. Celles qui dansent le plus longtemps sont réputées les plus saintes. Après elles, vient le tour des hommes. Une prière à haute voix termine la cérémonie, qui est suivie d'un repas frugal, et chacun retourne à ses occupations.

On conçoit que les voisins des *Shakers* soient un peu dérangés par les cérémonies du culte de ces bizarres adorateurs de la divinité. Aussi dernièrement un *Shaker* a-t-il comparu devant le tribunal de Westminster, pour se plaindre des outrages qui avaient été adressés, un jour, à ses coreligionnaires et à lui, à la sortie de l'office.

« Je suis membre, dit-il, de la congrégation des fidèles qu'on appelle les *Chrétiens de la Bible*, ou, plus vulgairement, les *Shakers*. Chaque dimanche soir, un grand nombre de personnes, qui n'ont aucun rapport avec notre congrégation, ont pris l'habitude de nous attendre au sortir de nos réunions et de nous soumettre aux procédés les plus outrageants. »

Le juge Woolrich. — Où est située votre chapelle ?

« La chapelle. — Dans College-street, Chelsea. Dimanche dernier, au moment où nous nous séparions, nous avons été assaillis par une grêle de petits sacs remplis de chaux en poudre. De plus, j'ai été frappé. »

Le juge. — Y a-t-il une autre personne qui se plaint avec vous ?

Le plaignant. — Non ; les autres ont été tellement maltraités qu'il ne leur a pas été possible de m'accompagner.

Le juge. — Qu'est-ce que c'est que votre congrégation, et quelle est la forme de votre culte ?

Le plaignant. — Nous nous réunissons pour lire les saintes Ecritures et pour les expliquer.

Le juge. — Vous avez sans doute un ministre ?

Le plaignant. — Certainement, c'est une femme. Elle lit les Ecritures, et parfois, quand elle est trop fatiguée, une autre personne prend la suite de la lecture et des explications. Nous sommes à peu près une centaine de membres.

Le juge. — Est-ce qu'on ne m'a pas déjà soumis des plaintes de ce genre ?

Le plaignant. — C'est possible, car ces scènes de désordre se produisent tous les dimanches.

Le juge. — En connaissez-vous la cause ?

Le plaignant. — Expliquez-moi la forme de son culte. Il consiste, d'après lui, dans des manifestations de l'esprit divin chez les adeptes.

Le juge. — Qu'entendez-vous par là ?

Le plaignant. — Pour vous dire la vérité, je suis un membre tout nouveau de la congrégation ; il n'y a que trois mois que j'en fais par-

tie, et j'ai déjà été visité par l'Esprit, il s'est manifesté dans mes bras et dans mes jambes, qui se sont agitées d'eux-mêmes dans toutes les directions, sans aucune participation de ma volonté.

Le juge. — Est-ce que ces manifestations et ces agitations ne gagnent pas les autres membres de la congrégation ?

« Les plaignant. — Oui ; mais dans des mesures et sous des formes diverses. C'est l'Esprit qui les pousse et les dirige. »

Le juge. — S'il en est ainsi, n'est-il pas possible qu'un de vos frères, le plus rapproché de vous, vous ait porté le coup que vous avez reçu ? Dans vos agitations inconscientes, vous pourriez vous battre sans vous en apercevoir ?

« Les plaignant. — Oh ! non. L'esprit n'agit qu'au moment où on est dans la rue. Et d'ailleurs, il ne s'est jamais manifesté en nous envoyant des sachets de chaux pulvérisée. » (Rires de l'auditoire.)

Le juge demande à l'inspecteur de police Arnold des renseignements sur cette affaire. Ce dernier donne alors connaissance de cette lettre d'un M. Pullen, membre de l'Eglise anglicane, qui donne quelques détails sur les *Shakers*.

« J'ai été témoin oculaire des procédés dégoûtants des *Shakers*, dimanche dernier. Ce sont des scènes impies et blasphématoires, qui n'ont rien de commun avec le culte qu'on doit à Dieu. Les membres se livrent à la danse ; ils s'embrassent l'un l'autre, poitrine contre poitrine. Les femmes feignent de tomber en faiblesse, et elles se jettent sur les genoux des hommes. Ceux-ci les embrassent et les frictionnent pour les faire revenir à elles. Et, au bout d'un instant, elles repartent et recommencent la danse. Leur prière consiste à dire : « O Christ Jésus ! ô Seigneur Dieu ! le Christ vient à nous ! il nous envoie son Esprit qui nous pénètre ! »

Il est facile de s'assurer, en se rendant à ces réunions, que je dis ici la vérité la plus absolue.

Malgré ces révélations qui éclairaient d'un jour tout nouveau le plaignant et ses amis, le juge enjoint à l'inspecteur de police de protéger à l'avenir les *Shakers* contre de semblables agressions. (Rires.)

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 23 janvier :

Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 823,854 liv. st. ; sur le numéraire, 433,124 liv. st. ; sur le compte du trésor, 1,045,195 liv. st. ; sur les billets en réserve, 662,355 liv. st. — Diminution : sur les billets en circulation, 391,840 liv. st. ; sur les effets escomptés, 1,588,381 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,735,686 liv. sterling.

Suède et Norvège.

Voici la traduction complète des discours du trône par lequel S. M. le roi Oscar II a ouvert, le 20 janvier, pour la première fois après son avènement, la session des Chambres suédoises :

« Messieurs !

« Plus d'un demi-siècle s'est écoulé depuis que mon illustre aïeul monta sur le trône de Suède, où l'avait appelé le libre choix du peuple suédois. »



né en 1852; 2° un projet approuvant le traité de commerce et de navigation entre l'Italie et le Portugal; 3° un projet approuvant la convention pour l'Italie et la Russie; 4° un projet approuvant une convention internationale entre l'Italie et la République Argentine. venue entre l'Italie et la République Argentine. venue entre l'Italie et la République Argentine. venue entre l'Italie et la République Argentine.

Dans sa séance du budget de première prévision du ministère des travaux publics pour 1873. Plusieurs chapitres ont été approuvés. La discussion est arrivée jusqu'au chapitre 173.

#### Amérique.

Voici, sur le meurtre du président de la Bolivie, d'après les journaux de New-York, des détails plus complets que ceux que nous avons donnés il y a quelques jours :

Le général Augustin Morales, président de la Bolivie, a été assassiné à La Paz, le 27 novembre, pendant une querelle particulière qu'il avait provoquée entre un état d'ivresse. Le meurtrier était son propre neveu, le commandant La Faye, l'armée bolivienne.

Pour bien comprendre les particularités de cette révolution, il est nécessaire de rappeler brièvement les événements « excitants » qui ont précédé la catastrophe, et l'effet qu'ils ont eu dans la précipitation de la fin. Depuis quelques semaines Morales était en mauvais termes avec le Congrès, le désaccord provenant de la ferme opposition de la législature à certains desseins de Morales touchant les mines d'argent d'Aullagas. Cette propriété, dont la valeur est immense, appartient à l'opulente famille des Artichis et était depuis longtemps convoitée par le président, qui se prévalait d'un soi-disant violation par les propriétaires des lois régissant les mines, avait proposé au Congrès de confisquer cet immeuble au profit de la nation. L'Assemblée, devant les desseins ultérieurs du général Morales, refusait d'accéder à son projet. De là une rupture entre les parties opposées.

Le 24 novembre, le président banquetait en son palais, célébrant avec ses compagnons et ses capitaines le deuxième anniversaire du renversement de Melgaredo, son ennemi mortel. Le caractère furieux de Morales était excité presque jusqu'à la folie par le souvenir de la victoire et par les copieuses libations qu'il s'administrèrent en mémoire de l'événement. Sa levée de table, il se rendit en titubant dans le bâtiment occupé par le Congrès, alors en session, et rencontrant quelques sénateurs et députés dans les couloirs, il les accabla d'injures et d'injures pour leur persistance à déjouer ses plans. On parvint heureusement à l'écarter sous un prétexte quelconque, et il se retira en jurant de ne pas y revenir.

Les membres du Congrès, naturellement alarmés par l'aspect des affaires, suspendirent la séance et firent une consultation générale sur l'attitude à prendre. Pendant la conférence, le colonel Daza, l'un des orateurs de Morales, apparut à la porte de la salle, accompagné par quelques soldats et par une musique militaire. Le poste de garde s'efforça de repousser les intrus, mais dut céder à leur force supérieure. S'avançant au milieu de la Chambre, Daza dégaina son sabre, ce que firent en même temps ses compagnons, et déclara une tirade « indécente et profane » contre les représentants. Ayant épuisé son vocabulaire d'injures, il ordonna à ses musiciens de jouer une marche funèbre comme prélude de la tragédie à venir.

Le président du Sénat exhorta les membres du Congrès à rester tranquilles sur leurs sièges et à attendre avec calme le sort qui semblait les menacer. Ceux-ci, la tête couverte, obéirent à leur président. Les spectateurs des galeries grognaient et huaien la soldatesque, mais sans oser intervenir activement. Daza hésita — il ne se proposait peut-être que d'intimider — et après un moment d'irrésolution il se retira et fut faire son rapport au président, qui s'était probablement imaginé que la seule apparition de la force armée terrifierait le Sénat et les représentants et qu'ils se hâteraient de lever la session.

La rage et la fureur de Morales devinrent de la fièvre chaude, mais il ne prit pour ce soir d'autres mesures que de placer des gardes aux issues de la ville, pour empêcher la fuite des membres du Congrès et pour ne pas laisser les nouvelles se répandre au dehors. Les citoyens de La Paz passèrent la nuit dans la crainte et l'anxiété; on entendait dire de tous côtés que le président méditait un coup d'Etat, bien que ceux qui connaissent particulière-

ment Morales soutinssent le contraire. Le peuple du reste restait parfaitement calme, et l'agitation universelle ne se traduisait que par la présence dans les rues de groupes effarés. Morales était invisible.

Il avait fixé le lendemain pour la dissolution du Congrès. Dès le matin, son premier ministre, Corral, invita les membres de la législature à une conférence et leur conseilla la conciliation. Mais les subtilités diplomatiques du ministre n'émoussèrent en aucune façon l'attitude digne et résolue des représentants outragés. Ils refusèrent fermement d'entrer en négociation avec l'exécutif avant que leur honneur blessé eût reçu satisfaction par des excuses de Morales, par des garanties contre toute insulte future, par la destitution immédiate de Daza et par la promotion de l'officier du poste qui avait si énergiquement essayé de faire son devoir. Corral n'ayant pas voulu accéder à ces demandes, la condition se trouva plus difficile qu'au préalable, la brèche élargie et le danger accru. Le peuple s'est très-bien conduit et a rejeté tous les conseils le poussant à la révolte. Il condamnait en termes énergiques la conduite du président, et déclarait que l'insulte faite aux représentants était une insulte aux citoyens eux-mêmes.

Corral s'étant empressé de communiquer l'insuccès de sa mission à Morales, celui-ci, aveuglé par la fureur, menaça de faire immédiatement fusiller son émissaire. Corral s'enfuit et se réfugia à la légation des Etats-Unis, où il reçut le meilleur accueil de la part du colonel Markbreit, ministre américain. L'après-midi, Morales, à la tête de son armée, se rendit au Congrès, dont il trouva les salles vides, sénateurs et députés ayant jugé prudent de ne pas s'exposer à la tendre merci du président. Alors Morales, en présence des troupes et des quelques citoyens accourus par curiosité, lut une harangue injurieuse, dans laquelle il disait que les membres du Congrès avaient trahi leur pays et leur mandat, et déclarait la session close.

En apprenant cet acte arbitraire, le cabinet donna sa démission; à l'exception du général Sanguin, qui, en récompense de sa fidélité, fut nommé premier ministre. Morales, en proie à une véritable frénésie, s'abandonna à une débâcle immédiate et s'enivra en dernier degré. Abandonné par ses amis, haï par le peuple, ayant perdu tout prestige auprès de l'armée, le malheureux chef ne savait plus où donner de la tête. La violence naturelle de son caractère avait éteint en lui les dernières lueurs de l'intelligence. Tremblant pour sa sûreté personnelle, il ne demandait que consolation et de courage qu'à l'eau-de-vie.

Le matin du 27, Morales était un peu plus calme; mais ceux qui l'observaient remarquaient en lui un « excitement » qui semblait le prélude du delirium tremens. Il visita les diverses casernes et y fut reçu avec une froideur marquée. Par moments il se laissait emporter par la fureur de son tempérament et lâchait de terribles bordées d'improvisations; puis il redevenait silencieux et relativement calme. Le peuple attendait avec anxiété la fin du drame singulier qui se déroulait devant lui et dont le dernier acte était proche.

A 9 heures du soir, Morales se promenait de long en large dans ses appartements, et se faisait apporter bouteilles sur bouteilles. Un de ses aides de camp était entré avec une lettre cachetée, Morales la lui arracha des mains, la lut et courut comme un furieux dans la salle du poste où stationnaient les officiers de service. La lettre avait informé le président que ses aides de camp se proposaient de l'arrêter cette nuit même et de le mettre en prison. Bien que ce document ne fût pas signé, le président le considéra comme un avertissement et, surexcité par les liqueurs, affolé par la colère, il injuria et frappa ses officiers. Deux d'entre eux reçurent sans motif dire les coups de poing et les insultes du général Morales.

Son neveu, le commandant La Faye, harcelé des remontrances et lui dit qu'il maltraitait les seuls amis qui lui restaient. A ces mots, Morales se retourna contre La Faye et le frappa deux fois en l'appelant fourbe et traître. La Faye recula de quelques pas, exhiba son revolver et tira six coups sur Morales, qu'une balle atteignit au visage, trois dans la tête et deux dans la poitrine. Le blessé resta debout un instant, puis s'affaissa sur un sofa, où il expira promptement entre les bras de sa fille. La Faye se rendit aussitôt dans sa caserne, remit le commandement à l'adjutant et s'enfuit de la ville avant que la nouvelle du meurtre fût connue du public.

Elle ne le fut que le lendemain matin. Le

Congrès, s'assemblant en toute hâte, nomma le conseil d'Etat, avec don Thomas Frias pour chef, le chargeant en même temps de gouverner la Bolivie, conformément aux prescriptions de la Constitution. Le peuple accueillit avec empressement le nouvel ordre de choses. Les seuls coups de feu qui aient été tirés pendant cette crise de quatre jours sont ceux qui ont mis fin à l'existence de l'indigne président.

Le corps de Morales a été inhumé avec les honneurs dus à son rang. Le nouveau chef magistrat, don Frias, est une espèce de Thiers bolivien. Avancé en âge, il a toujours été noté pour ses idées conservatrices, et dans le cours de sa longue carrière il a honorablement rempli diverses positions publiques et donné de nombreuses preuves d'une grande habileté. Le pays le tient en un respect universel et profond. C'est un exemple de la paix et de la confiance naissant de la violence et du terrorisme.

La biographie de Morales est semblable à celle de beaucoup d'hommes militaires de l'Amérique du Sud. Elevé à l'école qu'il occupait par la faveur des armes, ne reculant jamais devant la trahison ou la fourberie, il est tombé victime de son tempérament indomptable, après avoir souillé sa vie d'actes terribles de cruauté. Au commencement de son administration il se préoccupait des intérêts de la république, mais en dernier lieu ses projets personnels lui avaient totalement fait perdre de vue le bien public.

On voit, par le récit qui précède, que le meurtre du président de la Bolivie est dû à des motifs d'une nature particulière, auxquels la politique est entièrement étrangère. En dix ans, trois présidents boliviens sont morts de coups de pistolet, — Belzu, massacré par son favori, Melgaredo, à 20 pieds de l'endroit où Morales a expiré; Melgaredo, tué à Lima par son gendre; et Morales, assassiné par son neveu.

Dans le conseil d'Etat sont associés au nom de Frias ceux de Salinas, Sanguin, Vargas, Rana, Aguirre, Bosque, Del Carpio et Baptista, ce dernier comme vice-président. Les élections pour la présidence et un nouveau Congrès auront lieu dans quelques mois. La terrible leçon donnée par le peuple de Lima, en défense de ses droits et de ses libertés contre l'audacieux attentat de Gutierrez, a été le coup du Sud. Sans la terreur inspirée par cet avertissement, il est certain que Morales aurait essayé de s'emparer du pouvoir suprême et de se proclamer dictateur, ce qui eût été la ruine de la Bolivie.

#### DERNIÈRES NOUVELLES.

##### ALLEMAGNE.

La Norddeutsche Zeitung annonce que le Parlement de l'empire se réunira au commencement de mars, vu l'urgence et le grand nombre des importantes questions à résoudre. D'ici à cette époque, ajoute-t-elle, les Chambres prussiennes n'auront pas terminé leurs travaux, de sorte que la représentation de l'empire et celle du royaume siégeront en même temps à Berlin. Il en résultera certains inconvénients, mais, dit encore la Norddeutsche Zeitung, il faudra que tous les Allemands s'habituent à céder le premier rang à tout ce qui intéresse l'empire, et ce sont les hommes politiques prussiens qui doivent donner l'exemple, parce que, « noblesse oblige » et qu'on ne pourrait pas exiger du plus petit des Etats de l'Allemagne ce que la Prusse elle-même refuserait d'accorder. Donc : « l'Allemagne par-dessus tout ! » — telle est la conclusion de la feuille berlinoise.

M. Bancroft, ministre des Etats-Unis près la cour d'Allemagne, est de retour à Berlin, à l'expiration de son congé, dont il avait profité, comme on sait, pour faire un voyage en Orient.

PRUSSE. — Les journaux de Berlin que nous recevons ce soir contiennent un résumé sommaire des intéressantes déclarations faites par le chancelier de l'empire, prince de Bismarck, dans la séance de samedi de la Chambre des Députés. Nous attendrons le compte-rendu sténographique, qui nous arrivera demain, pour communiquer à nos lecteurs la teneur détaillée du discours du prince-chancelier.

WURTEMBERG. — Une dépêche de Stuttgart, 24 janvier, porte que la cour royale de Wurtemberg a pris le deuil à l'occasion de la mort de l'empereur Napoléon. La durée du deuil sera de dix jours.

On lit dans le Journal des Débats du 24 : « Quelques journaux ont signalé avec une extrême obligation, mais non sans une certaine exagération, la présence des princes de la maison d'Orléans au service funèbre qui a été célébré le 21 janvier dans la chapelle expiatoire du boulevard Haussmann. Les princes d'Orléans n'ont pas seulement obéi dans cette circonstance à une religieuse inspiration, ils ont suivi les exemples et continué les habitudes variables de leur famille. La reine Marie-Amélie n'a jamais manqué de faire dire une messe de triste commémoration le 21 janvier; et ni elle ni le roi Louis-Philippe n'ont jamais manqué d'y assister. Les princes et les princesses, leurs enfants, y assistaient avec eux. Absents de Paris ou de France pour le service du pays, les princes d'Orléans n'en restaient pas moins fidèles à ce pieux usage et à cet austère souvenir.

« Croire ou donner à croire qu'ils ont voulu faire une profession de foi politique le 21 janvier dernier, c'est absolument se tromper. La célébration d'un tel anniversaire n'implique de leur part aucune démonstration contraire aux principes et aux conquêtes de la révolution française, celle qui a créé la France moderne. La révolution, avant d'être déournée de son cours naturel et de son libéral esprit, avait laissé Louis XVI sur le trône. C'est la démagogie, c'est-à-dire la fausse révolution, la révolution corrompue et pervertie, qui l'a détrôné et qui l'a tué.

« On lit dans le Bien public : « La séance de la commission des Trente s'est terminée par le vote de l'article premier. Le point en litige — la question des interpellations — a été réservé. Nos renseignements nous permettent de témoigner — comme précédemment — l'espérance sérieuse d'une entente prochaine. Il est un fait qui domine tout : de part et d'autre on ne veut pas de rupture.

Le même journal dit, au sujet de l'entrevue qui a eu lieu entre le président de la république et la commission des pétitions pour l'affaire du prince Napoléon :

« Les explications très-franches et très-nettes du président ont produit un excellent effet. Il n'y aura pas de discussion à ce sujet. « L'accord est rétabli et le rapport sera rédigé en termes tels que le gouvernement n'aura pas à s'opposer à l'ordre du jour qui sera proposé.

##### GRANDE-BRETAGNE.

D'après l'Agence Havas, on assure que le conseil des ministres anglais a adopté mercredi soir le traité de commerce anglo-français avec les modifications demandées.

#### DERNIÈRES DÉPÊCHES.

##### AGENCE INTERNATIONALE.

Vienne, lundi 27 janvier.

S. M. l'empereur a ordonné un deuil de cour pour la durée de dix jours à l'occasion du décès de S. A. I. M<sup>me</sup> la grande-duchesse Hélène Pavlovna.

##### Autre dépêche.

Amsterdam, lundi 27 janvier.

La Banque vient de réduire le taux de son escompte de 5 0/0 à 4 1/2 0/0.

##### BOURSE DE BERLIN DU 27 JANVIER.

Cours du change.  
A 3 semaines sur St-Petersb., 90 5/8 th. pour 100 r.  
A 3 mois sur St-Petersb., 89 5/8 th. pour 100 r.  
Prix des billets de crédit russes 12 1/4 th. pour 100 r.  
Prix de la demi-imperiale 5 th. 16 silb.  
Emprunt russe de 1892 91 1/2.  
Obligations consolidées de 1870 91 3/4.  
Emprunt russe 3 0/0 65 5/8.  
1<sup>er</sup> emprunt à lots et primes 127 5/8.  
2<sup>e</sup> emprunt à lots et primes 129.  
3<sup>e</sup> emprunt (1884) 75 1/8.  
4<sup>e</sup> emprunt (1885) 80 5/8.  
Actions de la Grande Société des chemins de fer 94 1/8.  
Obligations du chemin de fer de Nicolaï 75 5/8.  
Actions du chemin de fer de Varsovie-Vienne 86 3/4.

##### Faits divers.

On écrit de Strasbourg à l'Industriel alsacien, à la date du 18 janvier : « Un crime affreux, qui dénote une froide férocité ou un bien grand dérangement des facultés mentales, vient d'être perpétré cette nuit dans un de nos faubourgs. Le nommé X., employé dans un des bureaux du chemin de fer, père de quatre enfants, trouva avant-hier soir sa maison vide; un billet laissé par sa femme l'infor-

maît qu'elle allait se noyer. Il prévint immédiatement la police, qui, après d'actives recherches, découvrit la femme dans un hôtel de la ville, et fit connaître cette retraite au mari. Celui-ci se transporta auprès de sa femme et parvint à la ramener au domicile conjugal. Il y avait tout été terminé et rentra chez lui comme d'habitude hier au soir, se coucha de bonne heure, après avoir pourtant remarqué un certain malaise chez ses enfants, et obtint de sa femme la certitude qu'il ne s'était rien passé qui pût lui donner des craintes sérieuses. Réveillé à deux heures du matin par les cris de son plus jeune enfant, gargon de trois ans, il appela cette dernière pour qu'elle lui apportât ses soins, mais son appel fut inutile. Inquiet alors, il se leva et constata la disparition de sa femme.

« Il pénétra dans une autre chambre et trouva morte sa fille âgée de 16 ans et un gargon âgé de 13 ans, et un autre gargon de 8 ans se tordant dans les crises de l'agonie. Il appela au secours; plusieurs personnes arrivèrent; un médecin qui demeure dans la maison ne put que constater deux décès et essayer d'en conjurer un troisième. D'après le dire des voisins, la mère était encore chez elle à dix heures du soir. On suppose que s'étant levée et ayant vu les prompts ravages qu'avait faits le poison administré, elle a complètement perdu la raison, et est allée se jeter dans l'Elle, qui est proche. Les sondages faits jusqu'au moment où nous écrivons n'ont encore amené aucune découverte. Malgré les contre-poisons qui lui ont été administrés, le troisième enfant, âgé de 8 ans, a succombé aujourd'hui à onze heures et demie du matin, et le plus jeune, qui n'a que 3 ans, a refusé tout le jour la nourriture qui lui était présentée. On suppose qu'il a lui-même absorbé une quantité de poison qui n'a pas été assez forte pour le foudroyer comme ses frères et sœur. La police occupe la maison depuis ce matin.

— La gare du Nord à Paris a été ces jours-ci le théâtre d'une scène des plus bizarres.

Le commissaire de police de la gare vit tout à coup entrer dans son cabinet, conduits par deux agents, une jeune fille et son domestique. La jeune fille était charmante; taille frêle, physionomie poétique, yeux timides et doux. Du reste, ni la maîtresse ni le groom ne parlaient un traitre mot de français.

— Qu'est-ce que c'est? demanda le commissaire de police.

— C'est une pétroleuse! répondirent les deux agents avec beaucoup d'ensemble. Elle avait une mitrailleuse dans ses bagages.

— Comment, une mitrailleuse! fit le magistrat au comble de la stupefaction. — Parfaitement... L'objet est à la douane. On se rendit à la douane. Là, on constata que les assertions des agents étaient rigoureusement exactes: la jolie voyageuse avait apporté de Londres une mitrailleuse avec elle. On lui demanda des explications; mais ne pouvant répondre, par suite de son ignorance de la langue française, elle fondit en larmes.

— Ce doit être la générale Endes, risqua l'un des assistants.

Le commissaire de police ordonna la confiscation de la mitrailleuse, fit arrêter la domestique, et mit la voyageuse sous la surveillance de deux agents, puis il adressa au préfet de police un rapport détaillé.

L'affaire semblait devoir prendre des proportions considérables, lorsque le lendemain se fit annoncer, chez le magistrat chargé de l'instruction, M. Sari, le directeur des Folies-Bergères.

— Monsieur, dit-il, je viens réclamer le domestique de M<sup>lle</sup> Marilla, une de mes pensionnaires, qui est arrivée hier de Londres avec une mitrailleuse... une mitrailleuse qu'on lui pose sur l'épaule, et qu'on tire pendant qu'elle sourit au public.

Tout était expliqué. Le domestique fut relâché, et la jolie femme-canon débâtera de main.

La police, qui avait cru pendant vingt-quatre heures tenir une comédie de la Commune, en est pour la perte de ses illusions.

— Histoire d'un cocher, ou l'art de ne pas payer ses amis.

Un de nos amis, rentrant chez lui une de ces dernières nuits, s'aperçut qu'il n'avait pas assez en poche pour régler sa voiture. En conséquence, il se disposa à monter chez lui pour prendre de l'argent; mais, par un sentiment d'amour-propre assez naïf, au lieu d'avouer simplement la chose, il dit au cocher : — Sapristi! j'avais un louis qui vient de tomber dans la doublure du coussin. Cherchez-

le donc pendant que je monte prendre de la monnaie chez moi.

Ce disant, il entra et s'élança dans l'escalier. Au premier étage, il entend un roulement. C'est le fiacre qui fuit au galop.

Le cocher, satisfait, et ne demandant pas davantage, au lieu d'attendre la monnaie, se hâta d'aller rechercher en lieu sûr le fameux louis absent.

(Constitutionnel.)

#### Spectacles.

Du 16 janvier.

GRAND THÉÂTRE. — Opéra italien. 1<sup>er</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. Linda, opéra en 3 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE MARIE. — Opéra italien. 1<sup>er</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. 5<sup>e</sup> d. h. et 6<sup>e</sup> d. h. Dido et Hagar, opéra en 3 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Opéra italien. 1<sup>er</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. 5<sup>e</sup> d. h. et 6<sup>e</sup> d. h. Dido et Hagar, opéra en 3 actes. — (8 h.)

THÉÂTRE MICHEL. — 1<sup>er</sup> abon. 16<sup>e</sup> repr. 5<sup>e</sup> d. h. et 6<sup>e</sup> d. h. Dido et Hagar, opéra en 3 actes. — (8 h.)

#### RÉPERTOIRE DE LA SEMAINE.

Du 17 au 22 janvier 1873.

GRAND THÉÂTRE. — Mercredi 17. — Mignon, opéra (M<sup>me</sup> Nilsson et Duval). 2<sup>e</sup> abon. 15<sup>e</sup> repr. — Jeudi 18. — Dinorah, op. (M<sup>me</sup> Patti et Scialchi). 5<sup>e</sup> abon. 15<sup>e</sup> repr. — Vendredi 19. — Mignon, op. (M<sup>me</sup> Nilsson et Duval). 4<sup>e</sup> abon. 15<sup>e</sup> repr. — Samedi 20. — Puritani, opéra (dernière représentation de M<sup>me</sup> Volpini). 3<sup>e</sup> abon. 15<sup>e</sup> repr. — Dimanche 21. — Bénéfice de M. Gerdt. Camargo, ballet.

THÉÂTRE MARIE. — Mercredi 17. — Pécovitchina, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE ALEXANDRA. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.

THÉÂTRE MICHEL. — Mercredi 17. — L'opéra de la capitale, op. — Jeudi 18. — L'opéra de la capitale, op. — Vendredi 19. — L'opéra de la capitale, op. — Samedi 20. — L'opéra de la capitale, op. — Dimanche 21. — L'opéra de la capitale, op.



